

Brüssel erlaubt Aer Lingus Übernahme durch IAG

Brüssel. Die europäischen Wettbewerbsbehörden erlauben die Übernahme der Fluggesellschaft Aer Lingus durch die British Airways-Mutter IAG. Allerdings müssen die Unternehmen eine Reihe von Auflagen erfüllen, wie die Brüsseler EU-Kommission am Dienstagabend mitteilte. Damit es weiterhin genug Konkurrenz auf den Strecken London-Dublin und London-Belfast gibt, müssen die Unternehmen Start- oder Landerechte am Flughafen London-Gatwick abgeben. Zudem muss Aer Lingus weiter Zubringerflüge für Passagiere anbieten, die bei konkurrierenden Fluggesellschaften Langstreckenflüge ab London-Heathrow, London-Gatwick, Manchester, Amsterdam, Shannon und Dublin gebucht haben. Die Brüsseler EU-Kommission fürchtete, dass die zusammengeschlossenen Unternehmen ohne solche Auflagen zu hohe Marktanteile erhalten hätten. Das hätte zu höheren Preisen führen können. (dpa)

JPMorgan macht mehr Gewinn als erwartet

New York. JPMorgan verdient dank gesunkener Ausgaben besser als angenommen. Das größte Geldhaus Amerikas steigerte den Gewinn im zweiten Quartal im Vergleich zum Vorjahr um gut fünf Prozent auf unter dem Strich 6,3 Milliarden Dollar (5,7 Mrd Euro). JPMorgan Chase verkündete am Dienstag allerdings auch einen Rückgang der Erträge um drei Prozent auf 24,5 Milliarden Dollar. Vor allem in der Handelssparte gingen die Erlöse nach einem starken Jahresauftakt deutlich zurück – so wurde beispielsweise im Anleihehandel 21 Prozent weniger umgesetzt. Auch im Hypothekengeschäft gab es ein dickes Minus. Allerdings gelang es der Bank, die Kosten um sechs Prozent zu senken, dadurch konnten die Prognosen beim Gewinn trotzdem übertroffen werden. Bei Anlegern wurden die Ergebnisse positiv aufgenommen – die Aktie stieg vorbörslich zunächst um über ein Prozent. JPMorgan Chase ist die erste US-Bank, die ihren vierteljährlichen Finanzbericht vorlegt. Deshalb stehen die Ergebnisse besonders im Fokus. Wettbewerber Wells Fargo wollte seine Zahlen ebenfalls am Dienstag veröffentlichen. Goldman Sachs und Citigroup folgen am Donnerstag. (dpa)

Drogerie-Branchenriese dm eröffnet Online-Markt

Karlsruhe. Der Karlsruher Drogerieriese dm verkauft jetzt auch über das Internet. Das Angebot umfasst zunächst mehr als 9000 Artikel und solle zügig erweitert werden, teilte das Unternehmen am Dienstag mit. Kunden können sich ihre Bestellung entweder liefern lassen oder in einer der mehr als 1700 Filialen abholen. Experten erwarten in den nächsten Jahren ein starkes Wachstum des Online-Handels im Drogeriebereich. Konkurrenten wie Rossmann oder Müller sind bereits mit Internet-Shops vertreten. (dpa)

Désinvestir les énergies fossiles

Lutter autrement contre le changement climatique

Mêler écologie et finances pour faire évoluer les choses

L'association 350.org, une coordination internationale d'ONG, a fait évoluer les choses avec l'organisation du Divestment Day, qui a, depuis 2008, pour objet de mobiliser au niveau mondial les décideurs à délaisser leurs investissements dans les énergies fossiles.

Les critères d'exclusions ont longtemps été les seuls à être mis en pratique dans les stratégies d'«Investissement socialement responsable» (ISR). Les premières expériences pratiques datent de près d'un siècle: à l'époque les communautés Quakers nord-américaines entendaient éliminer les 'sin stocks' de leur portefeuille d'investissement (actions d'entreprises liés à la production d'alcool et à l'industrie du jeu). Faciles à appliquer, les critères d'exclusions restent encore aujourd'hui très populaires dans l'ISR et connaissent aujourd'hui une nouvelle jeunesse: la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanction) vise par exemple à infléchir le gouvernement israélien dans sa politique dans les territoires occupés.

Mais c'est surtout dans le domaine écologique que l'association 350.org, une coordination internationale d'ONG, a fait évoluer les choses avec l'organisation du Divestment Day, qui a, depuis 2008, pour objet de mobiliser au niveau mondial les décideurs (privés comme publics, individus comme institutionnels) à délaisser leurs investissements dans les énergies fossiles.

Pas de pression significative sur les entreprises

Le Divestment Day a d'abord touché le cercle des universités américaines pour les inciter à convertir leurs avoirs dans les énergies fossiles au profit d'autres investissements plus responsables. Après un long travail de lobbying, l'administration de Stanford accepte finalement d'arrêter d'investir dans le charbon, en mai 2014, suivie par l'université de Concoria, à Montréal au Canada. En tout, ce sont quelque 650 personnes et 180 institutions qui ont détourné leurs investissements de l'industrie des combustibles fossiles. S'il est vrai que les montants cumulés des investissements des universités sont bien modestes comparés à ceux de n'importe quel fonds de pension moyen, l'exemple que celles-ci donne est primordial. Des acteurs majeurs ont également suivi le mouvement: le premier fonds souverain du monde, le fond de pension du gouvernement Norvégien (principalement alimenté par les recettes issues de la vente du pétrole norvégien) pesant près de 900 milliards de dollars a décidé en juin dernier d'éliminer progressivement tous ses actifs dont au moins 30 % des chiffres d'affaire sont liés à l'industrie du charbon. La menace n'est plus seu-



Si la campagne pour le désinvestissement connaît une vraie dynamique, son ampleur n'en demeure pas moins limitée. (FOTO: SHUTTERSTOCK)

lement symbolique pour l'industrie extractive des énergies fossiles: Total a ainsi décidé d'abandonner ses activités dans le charbon.

Quant au Luxembourg, la société civile concentre son énergie sur l'interpellation du «Fonds de Compensation» (FDC), un fonds alimenté par les cotisations des employés privés de Luxembourg et d'un encours supérieur à 13 milliards d'euros à la fin 2013.

Une arme pour les partisans d'une transition énergétique

Suite à une nouvelle interpellation lors du Global Divestment Day en février, Romain Schneider, le ministre de la Sécurité Sociale, politiquement en charge du FDC, a répondu que les investissements dans les sociétés d'extraction

d'énergie non renouvelable s'inscrivaient dans une politique de diversification et que le montant des investissements du FDC dans celles-ci n'était de toute façon pas suffisant pour effectuer une pression significative sur ces entreprises: ceci est vrai d'un point de vue strictement financier, mais pas obligatoirement d'un point de vue symbolique.

Il faut bien sûr garder à l'esprit que ces résultats ne sont qu'une goutte d'eau. Si la campagne pour le désinvestissement connaît une vraie dynamique, son ampleur n'en demeure pas moins limitée. Les secteurs du pétrole, du gaz et du charbon pèsent en Bourse plus de 5.000 milliards de dollars à travers le monde.

Les grands fonds institutionnels n'ont pour l'instant pas suivi. Comme l'affirme Bill Mc Kibben,

un des animateurs de 350.org: «Le but n'est pas de pousser ces industries à la banqueroute; nous n'y arriverons certainement pas avec le désinvestissement. Mais nous pouvons les pousser à la banqueroute politique, faire que leur poids s'amenuise dans le rapport de force politique.»

Le désinvestissement est donc une arme de plus pour les partisans d'une transition énergétique, particulièrement efficace contre les compagnies extractives actives dans les technologies coûteuses et controversées (gaz et huile de schiste, sables bitumineux), compagnies qui ont déjà de graves difficultés dans un marché largement déprimé par des prix bas.

Jean-Sébastien Zippert
etika - Initiativ fir
Alternativ Finanzierung asbl